



Conseil Municipal

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Séance du lundi 14 avril 2025

Le lundi 14 avril 2025, à 18 heures 30, le Conseil Municipal s'est réuni à la salle d'honneur en mairie sous la présidence de M. Bruno VANDEVILLE, conformément à la convocation qui lui a été faite le lundi 07 avril 2025, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie, conformément à la Loi.

Nombre de membres en exercice : 23.

Présents

M. Bruno VANDEVILLE, M. Serge GIBERT, Mme Laëtitia LAURENT, M. Arnaud GLABIEN, M. Jean-Paul CRAYE, Mme Géraldine MARCHISET, M. Bertrand SIX, M. Philippe DE GUBERNATIS, M. Ludovic VALETTE, Mme Cathy DELPLANQUE, Mme Laëtitia PANNECOCKE, M. Sébastien DESCAMPS, M. Charles BEAUCHAMP, M. Gilles COQUELLE, M. Bertrand MERLIN, M. Eric MAQUET, Mme Sophie LEFEBVRE, M. Éric BRIDOUX, Mme Martine PINHEIRO.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Représentés

Mme Laurence MORY donne pouvoir à Mme Martine PINHEIRO, M. Jean Louis POPULAIRE donne pouvoir à M. Serge GIBERT, Mme Fatima GHADI donne pouvoir à M. Bruno VANDEVILLE, Mme Stéphanie BLONDEL donne pouvoir à M. Philippe DE GUBERNATIS .

Le Président ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal, il a été procédé, en conformité avec l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

M. Serge GIBERT est désigné pour remplir cette fonction.

Budget principal

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits des communes, des départements et des régions ;

Vu les articles L.2221-1 et R.2221-1 du Code Général des Collectivités Territoriales conférant la possibilité de créer une régie dotée de la seule autonomie financière pour la gestion des services publics (service public administratif) ;

Vu les articles L.2311-1, L.2312-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs au vite du budget primitif ;

Vu la délibération n°2364, en date du 12 avril 2024, définissant les modalités de transferts de charges entre le budget principal et le budget annexe ;

Vu la délibération n°2368, en date du 12 avril 2024, adoptant l'instruction budgétaire et comptable M57 pour le budget principal et le budget annexe à compter du 1er janvier 2024 ;

Considérant que le vote par nature et par chapitre globalisé est conservé ;

Considérant l'absence d'amortissement à l'exception des subventions d'équipement versée à raison :

- ❖ D'une durée de 5 ans pour les financements de biens matériels et mobiliers
- ❖ D'une durée de 30 ans pour les financements des biens immobiliers ;

Vu la délibération n°2243, en date du 1er juin 2022, fixant à 5 ans la durée d'amortissement pour la subvention versée dans le cadre du financement de l'ingénierie AMI Centre-Bourg ;

Vu la délibération n°2328, en date du 20 décembre 2022, fixant à 5 ans la durée d'amortissement dans le cadre des donations de véhicules communaux ;

Vu la délibération n°2025.00021 portant affectation des résultats ;

Vu la délibération n°202.00030 portant vote du budget annexe de la Foire à l'Ail Fumé 2025 ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au vote du budget primitif du budget principal pour l'exercice 2025 ;

Considérant qu'il n'est pas proposé, conformément aux possibilités offertes par la M57, de déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre - à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel - dans une limite fixée à 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections ;

Considérant la présentation synthétique qui en est faite et annexée, le budget primitif 2025 étant équilibré par section :

- ❖ À hauteur de **3 517 027,29 €** pour la section de fonctionnement
 - qui regroupe les dépenses nécessaires au fonctionnement de la collectivité : charges à caractères générales (énergie, fluide, entretien, réparation, achat de fourniture, assurances, prestation de service,...), masse salariale, subventions aux associations, les intérêts de la dette, les dotations aux amortissements,...
 - ainsi que les recettes perçues par la collectivité comme les impôts et taxes, les dotations de l'État, les recettes des usagers (restauration scolaire, animations périscolaires, animations sportives, occupation du domaine public,...)
- ❖ A hauteur de **4 075 919,36 €** pour la section d'investissement
 - qui regroupe les dépenses d'équipements de la collectivités (voirie, éclairage public, bâtiments et patrimoine, informatique, foncier,...), le remboursement du capital de la dette
 - ainsi que les recettes comme les dotations et subventions. L'autofinancement qui correspond au solde excédentaire de la section de fonctionnement permet de compléter ces recettes. L'équilibre budgétaire final se traduit par un volume d'emprunts nouveaux couvrant le besoin de financement restant.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- **ADOpte** le budget primitif du budget principal pour l'exercice 2025, lequel s'équilibre en dépenses et recettes pour un total de : 7 592 946,65 € dont 3 517 027,29 € pour la section de fonctionnement et 4 075 919,36 € pour la section d'investissement
- **ARRÊTE** le tableau des effectifs du personnel communal comme figurant en annexe du budget primitif du budget principal 2025

POUR : 20
CONTRE : 3 (M. BEAUCHAMP, M. COQUELLE, Mme LEFEBVRE)
ABSTENTION : 0
NE PARTICIPE PAS : 0

La délibération est adoptée à la majorité.

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État (<https://www.telerecours.fr/>)

Ainsi fait les jours, mois et an susdits
Pour copie conforme,

Le Maire,

Le secrétaire de séance

Publié le :	16/04/2025
Transmis au contrôle de légalité le :	15/04/2025